



Prix internationaux du pétrole: Impact sur l'économie Tunisienne, production et sécurité énergétique.

Les fluctuations sur le marché international du pétrole s'avèrent une source de problèmes économiques. Elles fragilisent les économies, faussent le processus de décision et entravent la croissance. En effet, toute variation au niveau des prix du pétrole ou de ses quantités offertes ou demandées, pourrait être une source majeure de déséquilibres macro-économiques. Pour parer à ce problème, les Etats ont déployé toutes leurs stratégies économiques, leurs politiques et leurs ressources financières, pour assurer un approvisionnement régulier et durable permettant d'atteindre les objectifs de développement projetés. En dehors des fluctuations des prix du pétrole, le problème de sécurité énergétique a toujours été au centre des préoccupations des économistes dans les pays à dotation énergétique rare et, par conséquent, couteuse, dont la Tunisie fait partie. En effet, la sécurité d'approvisionnement, qui vise à assurer la satisfaction des besoins essentiels en énergie, peut être atteinte, d'une part, via les ressources intérieures exploitées dans des conditions économiquement acceptables, et, d'autre part, au moyen des ressources extérieures accessibles diversifiées et stables. L'intensité de ces préoccupations est ainsi fonction du contexte énergétique international. Dans cette tribune quelques réponses sont apportées à ces préoccupations, non seulement à travers une étude de sensibilité de l'économie tunisienne à la baisse du prix du pétrole sur les marchés internationaux, mais aussi à travers l'impact de cette baisse des prix sur l'offre et la sécurité énergétique.

Contexte international

Atteignant un niveau qui dépasse de peu 100\$/baril de 2007 jusqu'à 2014, le cours du pétrole était peu volatil donnant l'image qu'un régime d'équilibre avait été trouvé et laissant la question pétrolière secondaire dans les analyses économiques à partir de 2012. Cette hypothèse a volé en éclats en quelques mois, suite à la baisse des prix qui était plus forte et plus rapide que prévue: Janvier 2015 a été le septième mois consécutif de diminution de la moyenne mensuelle des prix du pétrole brut Brent, atteignant les 48\$/baril (bbl), le

plus bas depuis Mars 2009. Cette correction à la baisse tient à l'excès de la production de pétrole et, dans une moindre mesure, à la faiblesse de la demande. Cet excès de l'offre du pétrole s'explique, d'une part, par la croissance soutenue et plus rapide que prévu de la production du pétrole non conventionnel aux Etats-Unis et, d'autre part, par le refus de l'Arabie Saoudite de baisser davantage sa production. Ces deux éléments ont contribué à la hausse des stocks mondiaux du pétrole qui ont atteint selon les déclarations de l'OCDE au cours du mois de Janvier 2015 leur plus haut niveau depuis

Août 2010. Cette situation tient aussi au ralentissement de l'économie chinoise et à la mauvaise conjoncture en Europe, deux éléments qui ont contribué à la réduction de la demande. Au total, l'écart entre la capacité de production mondiale et la demande mondiale de pétrole est devenu considérable pour la période 2015-2016. Le mardi 13 septembre 2016, l'Agence internationale de l'énergie annonça que la perspective d'un rééquilibrage prochain s'éloigne sous l'effet d'une demande pénalisée par des incertitudes économiques et d'une offre qui reste abondamment alimentée par l'OPEP. Ce n'est qu'en 2017 que nous observerons, enfin, un alignement de l'offre et de la demande, mais les stocks énormes accumulés freineront le rythme du redressement des prix, a indiqué l'AIE dans son rapport sur le marché du pétrole à moyen terme.

Impact macroéconomique

Le pétrole est considéré dans un premier temps comme un facteur de production ou un bien intermédiaire utilisé dans un processus productif à composition technologique assez complexe. Il est, aussi, considéré comme un bien final à consommer par le recours à des équipements ayant des rendements différents selon leur utilisateur et leur emploi. Les répercussions d'un choc exogène affectant l'économie doivent être analysées en fonction de la manière dont celui-ci affecte les deux sphères de l'économie (l'amont et l'aval) en faisant l'hypothèse de l'existence de liens entre les deux.

Théoriquement, l'impact de la diminution du prix du pétrole sur l'économie passe principalement à travers deux canaux de transmission qui sont le pouvoir d'achat et les prix à la production des biens et services.

Toutefois, le lien empirique entre le comportement de l'activité économique tunisienne et les chocs négatifs du prix du pétrole sont un peu plus complexes pour quatre raisons: (i) la Tunisie adopte une structure de prix administrés (ii) la croissance de la demande dans les pays partenaires commerciaux est faible (iii) des incertitudes considérables quant au maintien de faibles prix du pétrole (iv) la disponibilité de financement extérieur.

Étude de sensibilité

Afin d'étudier la sensibilité de l'économie tunisienne à une petite variation du prix du pétrole, un modèle d'équilibre général calculable dynamique du type récursif a été utilisé¹. Ce dernier est du type néoclassique et tente de reproduire, aussi fidèlement que possible, le fonctionnement de l'économie dans laquelle opèrent des agents qui optimisent des objectifs donnés sous des contraintes spécifiques. La transmission des chocs se fait à travers les prix relatifs.

Deux scénarios sont considérés dans ce qui suit :

- Une diminution du prix du pétrole de 10%
- Une diminution du prix du pétrole de 30%.

Afin de faciliter la présentation et l'interprétation des résultats, nous retiendrons uniquement les résultats d'ordre macroéconomique.

Au niveau macroéconomique, les deux scénarios engendrent un effet positif sur le PIB de 0.094% et 0.29% respectivement, une diminution au niveau de l'indice du prix général et une augmentation de la demande de travail et, par conséquent, un impact positif

¹ Notes et Analyses de l'ITCEQ n° 31 : Résilience de l'économie tunisienne aux chocs exogènes: Cas du prix du pétrole.

sur le chômage. La croissance engendrée aurait permis de générer, toute chose étant égale par ailleurs, 7 mille emplois pour le premier scénario et 22 mille emplois pour le deuxième scénario.

Toutefois, en termes de politiques économiques, trois recommandations nous semblent importantes :

- ✓ Premièrement, il est important de ne pas surestimer l'impact positif du choc des prix du pétrole sur les pays importateurs et en particulier la Tunisie, à cause de la faiblesse de la demande à moyen terme des grands partenaires commerciaux.
- ✓ Deuxièmement, les gouvernements doivent éviter de s'engager dans des programmes de dépenses publiques qu'il serait impossible d'inverser, compte tenu de l'incertitude liée à la persistance du choc et à la disponibilité de financements extérieurs.
- ✓ La période de détente des prix est propice pour le passage d'un mode d'ajustement automatique des prix à l'application de la vérité des prix.

Impact sur l'offre et la sécurité énergétique

Bien que la Tunisie partage plusieurs caractéristiques géologiques avec l'Algérie et la Libye, le potentiel tunisien en gaz et en pétrole conventionnel et non conventionnel est remarquablement plus faible que celui de ses voisins. Les réserves de pétrole en Tunisie sont principalement réparties entre le bassin de Ghadamès et le golf de Gabès, avec un volume de ressources en place de 6580 millions de barils dont 1909 seulement sont considérés, en 2015, comme des ressources récupérables à un taux de récupération moyen estimé à 27%. Depuis 1932, la date du premier forage, plus de 590 puits d'exploration ont déjà été réalisés et plus de

1450 millions de barils de pétrole ont été produits.

En 2015, les ressources d'énergie primaires ont continué à baisser pour atteindre les 5,2 Mtep, soit plus de 300 Ktep de moins que l'année précédente, en raison essentiellement de la baisse de pétrole brut. Pour sa part, la consommation d'énergie primaire est restée quasi-stable (+0,4%), aux alentours de 9,3 Mtep. Mais comme la baisse de la production primaire nationale l'emporte, le taux d'indépendance énergétique s'est dégradé davantage. En 2015, les ressources ont ainsi couvert 56% seulement de la consommation primaire du pays.

Dans la continuité des impacts économiques de la baisse des prix des produits pétroliers sur l'activité économique, on ne peut pas ignorer l'impact de cette baisse des prix sur l'activité d'exploration et d'exploitation. En effet, les investissements dans le secteur de l'exploration-production en Tunisie pendant l'année 2015 ont subi de plein fouet la chute des cours entraînant, ainsi, une baisse de 52% en comparaison avec la période 2006-2010. Une telle conjoncture a eu des effets positifs sur le solde de la facture énergétique et des effets excessivement néfastes, spécifiquement du côté de l'offre, vu que les investissements risquent de ne pas être capables de renouveler la capacité de production pour les années futures. Outre le contexte international, le contexte postrévolutionnaire et les fluctuations socio-économiques ont remis en question la législation énergétique, ce qui freine l'acquisition des permis d'exploration qui ont chuté pour atteindre 31 en 2015 contre 38 en 2014.

Le déclin de la production nationale d'hydrocarbures a été aggravé en particulier par :

- ✓ une baisse de l'effort d'exploration ;

- ✓ L'épuisement des réserves des principaux gisements découverts dans les années 1960 (El Borma) et 1970 (Ashtart) ;
- ✓ Le départ progressif des grandes compagnies pétrolières ;
- ✓ Une fiscalité jugée globalement incitative.

Il faut, cependant, signaler que les réserves d'hydrocarbures restant à découvrir sont estimées à 600 Mtep et que le taux d'épuisement est de l'ordre de 7%.

Pour le cas de la Tunisie, la situation stratégique qu'occupe la branche énergie dans l'activité économique en général et dans la structure des échanges extérieurs en particulier, justifie l'enjeu de la sécurité énergétique tunisienne.

Par ailleurs, la distinction entre la stratégie de la sécurité d'approvisionnement de court terme et les visions d'avenir s'annonce nécessaire. En effet, à court terme, la production nationale des champs en activité a chuté de plus de 5 mille barils/jours entre 2014 et 2015, et la part des produits pétroliers dans la consommation totale d'énergie a augmenté de 5.22% pour la même période. Ce déclin de production des champs pétroliers existants pourrait être compensé via une politique de long terme mettant en œuvre les ressources nationales à découvrir et le développement des hydrocarbures non conventionnels qui peuvent encore couvrir une hausse de la demande d'or noir.

Cette politique devrait miser sur:

- L'appui du programme de mix électrique pour atteindre 30% en 2025 ;
- La promotion et l'actualisation des programmes d'efficacité énergétique

essentiellement dans les secteurs industriels les plus énergivores et les secteurs tertiaires comme l'hôtellerie et la santé ;

- La réussite de la transition énergétique vers les énergies renouvelables comme on l'a réussi dans les années 80 où on est passé d'une production d'électricité à base de fuel et de gazole à une production d'électricité à base de gaz naturel ;
- L'engagement dans une réforme énergétique sachant que la Tunisie compte parmi les premiers pays qui ont signé le Protocole de Kyoto ;
- L'accélération de la mise en œuvre de la loi des investisseurs privés dans la production d'électricité à partir d'énergie renouvelable ;
- L'augmentation du nombre des Centrales à cycle combiné ;
- La création d'une indépendance énergétique via le GPL dans un contexte où le coût de sa transformation et ses prix ne cessent de diminuer ;
- La projection et le lancement d'un projet d'interconnexion électrique à base d'énergie renouvelable avec l'UE qui passe à travers l'Italie.

Thameur Ncibi
Thameur.Ncibi@itceq.tn